

faudrait faire appel à la gamme actuelle d'organismes internationaux pour la mise en œuvre de versions élargies de leurs programmes habituels, et les intégrer à ceux de la Seconde décennie du développement dans tout le Sud-Est asiatique.

Il est à souhaiter que les États-Unis appuient cette formule en augmentant leurs contributions aux actuels organismes compétents, de même qu'en consentant à financer généreusement le fonds autonome prévu pour les dommages de guerre, auquel contribueraient aussi d'autres gouvernements.

Cette formule variée et à modes d'action progressifs semble plus susceptible qu'un programme-choc de rallier l'appui nécessaire d'autres contributeurs, de s'adapter à l'action des organismes multilatéraux et de respecter les limites et les besoins des pays eux-mêmes, pour les raisons suivantes:

1. Les propositions axées sur un programme-choc s'adressent à une situation semblable à celle qui existait en Europe et au Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Or, le redressement économique de l'Indochine d'après-guerre ne consistera pas à reconstruire les villes anéanties et l'infrastructure industrielle d'économies auparavant en plein essor, mais bien à aider des pays sous-développés à rétablir leurs économies sérieusement touchées, sinon complètement détruites, au cours d'une longue guerre et de promouvoir le processus de modernisation qui, sauf au Nord-Vietnam, y était à peine amorcé.

2. Cette approche diversifiée qui exige, croyons-nous, des injections plus modestes d'aide multilatérale, par la filière de programmes et de projets coordonnés de développement par pays dans le cadre régional du Sud-Est asiatique, laisserait à chaque gouvernement la liberté de choisir la part de projets bilatéraux et multilatéraux la mieux adaptée à ses besoins et à son mode d'organisation économique et politique. Le projet du Bassin inférieur du Mékong offre un exemple utile de ce genre de coordination multilatérale assez souple de l'aide bilatérale.

3. Par contre, la mise en œuvre d'un programme massif à être réalisé soit par des organismes existants soit par la création d'une nouvelle institution chargée d'un programme autonome, ne pourrait se réaliser qu'en déformant, directement ou indirectement, les grands programmes des organismes en place (le total des ressources humaines et matérielles étant limité) en faveur du territoire indochinois. Cela exciterait la rancœur d'autres peuples en voie de développement, surtout dans cette région, qui ont le même droit de s'attendre

à recevoir l'aide de la communauté internationale.

4. La formule progressive s'adapterait mieux à la capacité restreinte de la région d'absorber les contributions au développement. Elle limiterait sensiblement aussi le besoin d'y amener un grand nombre d'experts étrangers pour réaliser les nombreux projets que comporterait un programme massif de rétablissement et de développement (en raison de l'absence, par définition, des compétences nécessaires dans les pays en voie de développement). Un tel apport dans le cadre d'un programme-choc prendrait sur place un aspect «néo-colonialiste».

5. L'approche diversifiée faciliterait également la collaboration des gouvernements communistes et non communistes, en qualité de donateurs comme de bénéficiaires — selon le modèle du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) — par contraste avec l'orientation fortement «occidentale» des programmes à grand déploiement qui ont eu cours jusqu'à maintenant. Elle aiderait, en outre, à établir de meilleures relations entre les bénéficiaires indochinois qui se sont non seulement fait la guerre mais qui ont à surmonter une accumulation de rancunes historiques avant que la région n'entretienne l'espoir d'un avenir plus pacifique.

6. Mentionnons enfin, sur le plan purement pratique, que la formule diversifiée et progressive réduirait l'ampleur de l'effort à court terme qu'exigerait la mobilisation de ressources internationales suffisantes. Cela a son importance dans une communauté mondiale moins que fort généreuse à l'égard des pays en voie de développement, surtout les États industrialisés qui hésitent habituellement à affecter une part plus considérable de leur revenu national même à l'ensemble de la Seconde décennie du développement, sans parler de l'aide multilatérale destinée à quelques petits pays du Sud-Est asiatique.

... Il existe deux facteurs de caractère purement américain qui, en raison du rôle prédominant que les contributions des États-Unis jouent habituellement dans les programmes multilatéraux, sont susceptibles de produire des effets négatifs. Il y a d'abord notre prédilection pour la formule du programme-choc à grand déploiement. Ce genre d'intervention plaît à de nombreux Américains et correspond à des expériences comme celle du Plan Marshall en Europe; il ne dépasse pas la capacité de financement des États-Unis, à eux seuls s'ils le désiraient, et correspond au penchant américain pour les grands projets techniques et les solutions rapides. Dans le cas du Vietnam, en outre, cette ap-